

Comprendre la sobriété, une approche anthropologique ?

«*L'anthropologie, approche nécessaire pour tout projet réussi*». Le Dr Manu Prakash, CEO inspirant de Taru Leading Edge en Inde, nous l'affirme sans détour pour son pays : le changement ne peut advenir que s'il trouve un terrain favorable et que l'innovation est portée par des personnes à l'écoute des besoins.

La seule évocation du thème de la sobriété pose, dans les pays que nous avons visités, la question immédiate de sa traduction, et, au-delà, de sa perception, très liée au socle culturel (en Inde, en Suède), à l'histoire récente (en Pologne, en Estonie) ou aux partis pris de développement économique (au Chili).

Ainsi, en Allemagne, il a été difficile d'identifier un mot équivalent. Nous avons retenu les termes de «*Mäßigung*» (modération), «*Suffizienz*» (suffisance). Si la conscience écologique est très ancrée en Allemagne, les actions liées à la sobriété se heurtent parfois à des freins psychosociologiques (dans le secteur de la mobilité notamment).

En Suède, «*lagom*» est un terme qui semble fondateur de l'esprit suédois. Nos interlocuteurs le décrivent comme une notion à laquelle ils sont très attachés, qui participe d'une spécificité nationale. Ils le traduisent comme «la juste mesure». Ni trop, ni trop peu. Juste ce qu'il faut.

En Pologne comme en Estonie, il a été compliqué de discuter de ce terme, dans des pays qui sortent d'années de privations durant lesquelles une forme extrême de sobriété était alors une réalité, subie au quotidien. Elle est aujourd'hui rejetée, avec le reste du modèle historique. Ce concept n'est donc pas le plus porteur pour impulser des stratégies ou actions environnementales. Cependant, certaines initiatives identifiées au cours de notre mission peuvent être rattachées à la sobriété. Elles misent sur l'éducation des enfants (sensibilisation à la raréfaction des ressources en eau) et les stratégies des villes (notamment par le biais du développement d'une politique de mobilité douce ambitieuse).

En Inde, ce sont les concepts de frugalité qui ont été au cœur de nos échanges. Si nos interlocuteurs distinguaient dans le domaine de l'innovation les termes «*jugaad*» (parfois perçu comme péjoratif, «système D») et «*frugality*» (solutions locales pertinentes, susceptibles d'être déployées à grande échelle), la sobriété est intégrée dans ces concepts, tout comme l'efficacité et l'optimisation des ressources, avec également une notion de recherche du plus bas coût (dans les phases de R&D, comme dans la commercialisation). Là encore, promouvoir la sobriété est un effet collatéral de la pauvreté d'une partie de la population.

- Un passage à l'échelle : la viabilité économique du modèle permet un développement à grande échelle, très au-delà de l'action ponctuelle et locale,
- Une dimension sociale dans le fonctionnement interne, et dans les objectifs (autonomie, éducation, changement des pratiques).

L'innovation sociale permet de modifier les organisations et les relations inter-individus, d'offrir de nouveaux services sociaux, une meilleure inclusion sociale, en intégrant la population impliquée dans le processus d'innovation, avec l'utilisation d'une part grandissante de nouvelles technologies numériques. Tout ceci donne naissance à des nouveaux modèles économiques et sociétaux en rupture avec l'existant.

Restructuration des organisations et des relations inter-individus

L'institut IRS a analysé le phénomène de désertion dans les campagnes allemandes, et mis en évidence des initiatives permettant de mettre fin à cette spirale négative : régénération d'une vie culturelle à travers des événements ciblés, développement des commerces au sein des villages, création de villages utilisant de la bioénergie. Nos autres missions à l'étranger nous ont donné l'occasion de rencontrer d'autres innovations sociales répondant, malgré les différences de contexte, aux mêmes leviers que celles observées en Allemagne.

IMAGINATION ET ENGAGEMENT SOCIÉTAL : UN « ENTREPRENEUR EN SÉRIE » EN INDE

Mrutyunjay Mishra, cofondateur de différentes start-up indiennes, est représentatif des leaders d'innovation sociale animés par le souci de contribuer au bien commun. Il affiche clairement à travers ses interrogations, ses principes de vie et ses projets une ambition de changer l'Inde et les Indiens.

Ainsi, il a créé une association pour soutenir l'éducation des enfants des villages du Janwaar (à environ 700 km au sud-est de Dehli). Le levier utilisé mise sur le volet ludique, puisqu'il s'appuie sur la création du premier skatepark du monde rural en Inde, et l'un des plus grands du pays. Le principe clé est que les enfants ne sont autorisés à utiliser le skatepark qu'à condition d'être assidus en classe, et en donnant la priorité aux filles (« *Girls first!* ») Dans une société indienne qui a identifié un enjeu fort d'inclusion des femmes dans la société, et d'éducation des enfants, ces principes ont rencontré un succès, tant pour la fréquentation de l'école, que pour la mixité de la pratique du skate. L'initiative a reçu le support du gouvernement, de l'État, et également de sponsors privés (Décathlon notamment), d'artistes et de sportifs reconnus.

individuelles comme elle questionne la vulnérabilité et la résilience des villes face aux attaques informatiques.

SMART CITY EN INDE, VERS UNE SOCIÉTÉ TÉLÉSURVEILLÉE ?

Du point de vue du ministère du Développement urbain indien, le programme national de développement de smart cities en Inde verra naître des projets faisant la part belle à la sécurité et à la vidéosurveillance. Ce sont en effet les villes qui fixent elles-mêmes les priorités de leurs projets, sur la base d'un recueil des attentes de leurs habitants. Or, une des attentes les plus récurrentes est celle de pouvoir disposer d'espaces publics sûrs.

La question de la responsabilité de la gestion de ces données et de ces algorithmes se pose alors : quelle sera la place de la collectivité face aux grands acteurs du numérique ? Qui gèrera les données individuelles ?

Plus largement, les citoyens pourront-ils s'approprier et contrôler cette technocité ? Ne demandera-t-elle pas une compétence qui n'est pas forcément accessible à tous ?

Cette question renvoie à un enjeu prégnant des villes d'aujourd'hui et de demain, qui consiste à proposer une ville inclusive dans toutes ses dimensions : la sécurité des plus vulnérables dans les espaces publics, le maintien du lien social, le désenclavement des quartiers, l'accès aux services publics, etc. Tous ces enjeux sont-ils compatibles avec la technocité ?



La technocité pose beaucoup de questions. Quels sont ses risques ?
Quelle place laisse-t-elle à ses habitants ? Peut-elle être inclusive ?

La ville contributive ou le pouvoir aux citoyens

Contrairement à la technocité, clairement organisée autour du producteur et du gestionnaire de données, la ville contributive – ou *Participolis* selon le terme de Frédéric Pisani – mise sur les habitants et les acteurs de l'économie collaborative, qui deviennent les producteurs de l'intelligence urbaine.

L'open data permet la participation des citoyens et une organisation des services plus horizontale que verticale. Le pouvoir est décentralisé vers les habitants : les